



Serge Dal Busco, conseiller d'État genevois, et Nuria Gorrite, conseillère d'État vaudoise, ont été à l'initiative de la Conférence intercantonale latine du numérique. Yvain Genevay

Le data est le pétrole du XXI^e siècle. Il faut s'en emparer

● Les cantons latins s'unissent pour élaborer une politique du numérique. Alors que les nouvelles technologies envahissent notre quotidien, une vision commune sur ces questions fait défaut. Les Cantons veulent aussi être consultés par Berne.

LUCIE MONNAT
lucie.monnat@ematindimanche.ch

Les démarches administratives en ligne, l'identité numérique, le vote électronique... les nouvelles technologies font aujourd'hui partie de - presque - tous les aspects de nos vies, sans pour autant que les politiques publiques ne suivent réellement, du moins pas de manière concertée et collective. C'est pour pallier ce manque qu'a été créée le 11 novembre dernier la première Conférence intercantonale latine (GE, VD, FR, NE, JU, VS et TI) du numérique, à l'initiative des conseillers d'États genevois et vaudois.

«On reste aujourd'hui dans l'idée que les questions liées au numérique appartiennent au secteur privé, qu'il s'agit d'une affaire qui ne concerne que la technologie, souligne la présidente de la conférence, la conseillère d'État vaudoise Nuria Gorrite, en charge des questions liées au numérique. Comme si l'État était disqualifié. C'est à mon sens une perception erronée: le rôle de l'État ne change pas. Il est chargé d'accompagner et de protéger, quelle que soit l'évo-

lution du contexte dans lequel la société évolue.»

La Conférence compte bien s'emparer en priorité de la politique des données et de l'ensemble des compétences numériques de notre société (*lire encadré*). «Le data est souvent considéré comme le pétrole du XXI^e siècle, explique le ministre des Infrastructures genevois et vice-président de la conférence, Serge Dal Busco, qui pilote également le numérique dans son canton. Il s'agit d'un matériau brut, qui peut avoir une grande valeur mais qu'il s'agit d'extraire et de raffiner pour le rendre utilisable. Avec, évidemment, les précautions dues au respect de la protection des données.»

La récolte des données peut par exemple permettre d'améliorer considérablement la gestion de la mobilité. D'un autre côté, les nouvelles technologies peuvent représenter un danger: qui dit numérique dit également cybercriminalité, potentielle atteinte à la sphère privée ou mise en danger du futur professionnel d'une partie de la population, lorsque par exemple la machine remplace le cerveau humain. «Il ne faut jamais perdre de vue ces deux aspects», rappelle Nuria Gorrite.

L'un des buts de la conférence est ainsi d'engranger une réelle réflexion sur ces enjeux, une vision politique commune tirée des expériences respectives des cantons. Pour l'heure, selon la ministre vaudoise, «il manque une réelle stratégie numérique, et ce à tous les niveaux».

Plus de poids à Berne

Car l'une des ambitions première des ministres latins est de gagner en influence sur ces questions à Berne. «On a aujourd'hui des conférences intercantionales sur à peu près tout, même la chasse et la



«Derrière chaque récolte de données il y a des choix, un contrôle dont l'utilisation échappe»

Nuria Gorrite, conseillère d'État vaudoise

pêche, que la Confédération consulte régulièrement, rappelle Nuria Gorrite. Mais il n'en existe pas pour le numérique.»

Par exemple, la ministre ne cache pas son opposition pour la nouvelle loi «e-ID» validée par le Conseil des États fin septembre, texte qui prévoit de confier à des entreprises la délivrance des identités électroniques. «Cela signifie qu'UBS ou la Zurich Assurance détiendront vos données lorsque vous irez établir votre passeport numérique, sans surveillance démocratique. Les gens ont tendance à relier la question des données numériques au «cloud», un nuage magique qui flotterait dans les airs. Or, derrière chaque récolte de données il y a des choix, un contrôle dont l'utilisation échappe. Pourtant, des questions importantes se posent: quelles données sont stockées? Où? Comment les utilise-t-on, dans quel but commercial?»

L'État impuissant?

D'autant plus qu'il s'agit là d'une préoccupation réelle au sein de la population, rappellent les ministres. «Le citoyen se retrouve passablement désemparé. Il revient également à l'État de le rassurer et de répondre à ces questionnements», souligne Serge Dal Busco. «Le grand enjeu, c'est la confiance, appuie Nuria Gorrite. Raison pour laquelle il faut définir des cadres qui apaisent les craintes de la population.»

Outre la Confédération, les gouvernements cantonaux semblent pourtant bien petits à côté des géants Google, Amazon, Facebook ou Uber. Pour les deux ministres, hors de question de se montrer impuissants face à la globalisation du monde numérique. «L'État ne peut pas démissionner sur ces questions, répond Serge Dal Busco. Oui, Uber interroge notre structure économique et sociale, vu que celle-ci repose sur le travail et le salaire, les cotisations aux assurances sociales. Il s'agit de trouver un équilibre. Ce serait une erreur de s'opposer aux changements auxquels est actuellement soumise la société. Mais l'État régalienn est là pour les accompagner, tout en veillant à ce que ses principes fondamentaux soient respectés. Il faudrait même précéder l'évolution, en fixant des limites acceptables pour tous.»

Parlant d'anticipation, la révolution numérique étant bien entamée, n'aurait-on pas là dix années de retard? «On aura au moins l'avantage de pouvoir tirer les leçons de nos expériences», sourit Nuria Gorrite. «Celui qui l'aurait lancé il y a dix ans aurait été bien visionnaire, estime pour sa part Serge Dal Busco. Les iPhone étaient à peine sortis, les réseaux sociaux débutaient timidement... Surtout, je pense qu'il y a aujourd'hui un besoin de partager nos expériences, et que c'est le moment juste pour le faire.»

Quelques exemples dans notre quotidien

DOSSIER ÉLECTRONIQUE

Le dossier électronique du patient (DEP) arrive en Suisse dès le printemps prochain. Le DEP contiendra tout notre historique médical. Non obligatoire, il appartiendra au patient, qui décidera qui aura l'autorisation de le consulter. Hors de question donc de laisser un accès aux assureurs ou à l'employeur. L'objectif principal est de centraliser les données afin d'améliorer la prise en charge, notamment si le patient est suivi par plusieurs praticiens. Le DEP devrait aussi réduire les coûts, notamment en évitant qu'un examen déjà réalisé ne soit refait.

CYBERADMINISTRATION

La majorité des cantons ont développé des plateformes permettant de réaliser une bonne partie des démarches administratives en ligne. La Confédération veut, à ce titre, développer l'identité électronique (e-ID), destinée à faciliter les démarches sur internet, qu'il s'agisse de réaliser des transactions bancaires ou de renouveler son passeport. Le fait que la Confédération souhaite laisser la gestion de l'e-ID à des entreprises pose toutefois problème. Selon un sondage, 87% des sondés veulent recevoir leur e-ID de l'État plutôt que de fournisseurs privés.

L'E-VOTING

Accomplir son devoir de citoyen en ligne? Ces dernières années, 10 cantons ont testé la manœuvre soit avec un système développé à Genève, soit un autre par La Poste. Alors que la Confédération projetait d'en faire usage pour des votations fédérales, Genève a tiré la prise pour des questions de coût tandis que le système de La Poste n'a pas survécu aux tests de sécurité. L'avenir de l'e-voting, très critiqué pour ses risques de manipulation, est plus qu'incertain. La Poste devrait cependant tester un nouveau système au plus tôt en 2020.